



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(CCP)

MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE

(passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 et R.2123-5 du code de la commande publique)

MARCHÉ PONCTUEL

n° 2025-7100-17

CONSTRUCTION D'UN BLOC SANITAIRE (NOURAGUE)

Pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir adjudicateur est l'Office national des forêts, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 PARIS RCS.

Direction Territoriale de Guyane – 541 Route de Montabo - CS 87002 – 97 300 Cayenne.
Tél : 05-94-25-53-70

Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est Monsieur François KORYSKO, Directeur Territorial de l'Office Nationale des Forêts en Guyane.

SOMMAIRE

1.	Identification du pouvoir adjudicateur.....	4
1.1.	Pouvoir adjudicateur.....	4
1.2.	Représentant du pouvoir adjudicateur.....	4
1.3.	Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)	4
1.4.	Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus	4
1.5.	Comptable assignataire des paiements	4
2.	Contexte – Objet - Procédure.....	5
2.1.	Contexte et localisation	5
2.2.	Objet du marché	6
2.3.	Procédure.....	7
2.4.	Classification CPV	7
3.	Caractéristiques du marché.....	7
3.1.	Allotissement – Lieux d’exécution – Montant de commande	7
3.2.	Forme du marché	7
3.3.	Prestations similaires	7
3.4.	Durée et délais d’exécution	8
3.5.	Clause d’exclusivité	8
4.	Documents constitutifs du marché	8
5.	Prix et modalités de règlement	8
5.1.	Unité monétaire	8
5.2.	Forme et contenu des prix	8
5.3.	Modalités essentielles de paiement	8
5.4.	Avance.....	11
6.	Pénalités	11
6.1.	Modalités de mise en œuvre	11
6.2.	Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé	11
7.	Droit, langue	12
8.	Assurance	12
9.	Protection de la main d’œuvre et des conditions de travail	12
9.1.	Travailleurs étrangers	12
9.2.	Travail clandestin	12
9.3.	Travailleurs d’aptitudes physiques restreintes	13
9.4.	Hygiène et sécurité des salariés	13
9.5.	Pièces et attestations à fournir	13
10.	Résiliation	13
11.	Spécifications techniques	13

11.1.	Cadre normatif à respecter	13
11.2.	Hypothèse de prédimensionnement	14
11.3.	Fondation	14
11.4.	Solivage et pilotis	14
11.5.	Plancher	15
11.6.	Murs ossature bois	15
11.7.	Charpente et couverture.....	15
11.8.	Portes battantes.....	16
11.9.	Porte coulissante.....	16
11.10.	Escalier	17
11.11.	Fourniture et pose des équipements sanitaires	17
11.12.	Raccordement au système d'eau potable	18
11.13.	Système de pédo-épuration	18
12.	ORGANISATION DU CHANTIER	19
12.1.	Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre	19
12.2.	Conduite d'opération	19
12.3.	Organisation, hygiène et sécurité des chantiers.....	19
12.4.	Mise en place du chantier	20
12.5.	Réception	21
13.	Spécifications.....	21
13.1.	Spécifications normatives relatives aux matériaux.....	21
13.2.	Spécifications de transport :	22
13.3.	Spécifications logistiques :	22
13.4.	13.4 Spécifications techniques :	22
13.5.	Clauses environnementales	23
14.	Modalités de réception	24
14.1.	Vérifications et admission	24
14.2.	Garanties	24
15.	Dérogations au CCAG	24

1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts (O.N.F.) - Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 PARIS RCS.

Direction Territoriale de Guyane – 541 Route de Montabo - CS 87002 - 97300 Cayenne. ☎ : 05-94-25-53-70

1.2. Représentant du pouvoir adjudicateur

La personne signataire du marché est le Directeur Territorial Guyane de l'Office National des Forêts : Monsieur François KORYSKO, ou le chef du Service Affaires Générales, Monsieur Sébastien MORMONT.

Direction Territoriale de Guyane – 541 Route de Montabo - CS 87002 - 97300 Cayenne

☎ : 0594 25 53 70 📧 : francois.korysko@onf.fr 📧 : sebastien.mormont@onf.fr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Monsieur Quentin BOUNAN, Responsable achats, Service Affaires Générales, 541 Route de Montabo, CS87002 - 97300 Cayenne 📧 quentin.bounan@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

Monsieur Paul NEMIROVSKY, chargé d'études et travaux pour l'accueil du public au sein de l'Office National des Forêts. 541 Route de Montabo – CS 87002 – 97 300 Cayenne – 📧 : paul.nemirovsky@onf.fr - ☎ : 06 94 03 64 02

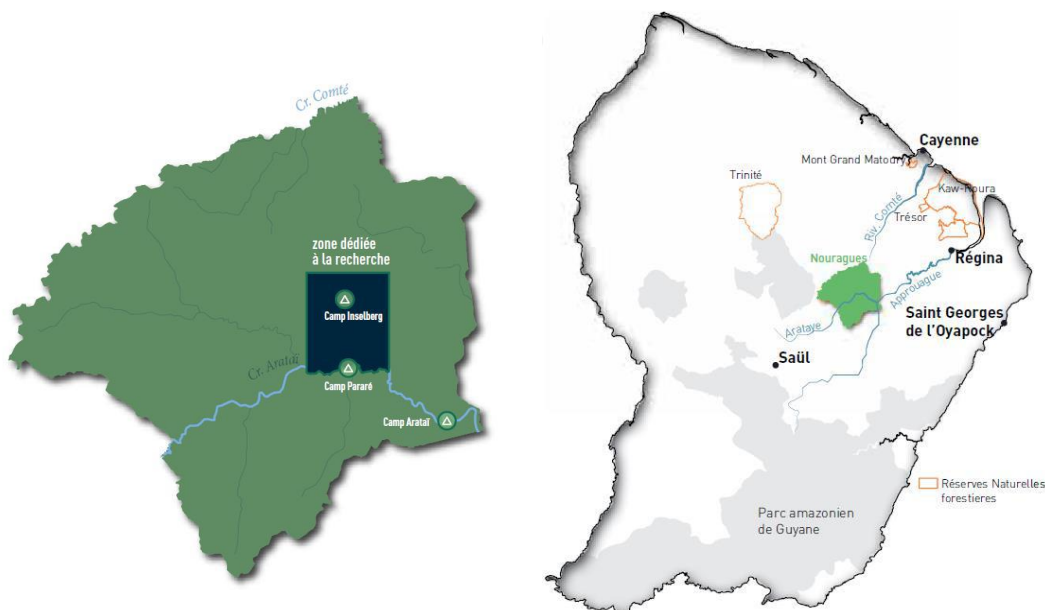
1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire de l'Office national des forêts – Antilles Guyane – Office national des forêts - CS n° 11100 - 97207 Fort-De-France Cédex.

☎ : 05 96 60 70 70 - 📧 : acs.dfa@onf.fr

2. CONTEXTE – OBJET - PROCEDURE

2.1. Contexte et localisation



La réserve naturelle nationale des Nouragues (RNN), créée en 1995, est cogérée depuis 2014 par l'Office National des forêts (ONF) et par le Groupe d'Etudes et de Protection des Oiseaux en Guyane (GEOG). Les Nouragues disposent de trois sites de vie sur son territoire. Les camps Pararé et Inselberg, situés dans la zone dédiée à la recherche scientifique, forment la Station scientifique des Nouragues. Elle est gérée par le Centre National de Recherche Scientifique (CNRS). Le camp Arataï, situé dans la zone dédiée à l'accueil du public est géré par l'ONF et le GEOG.

Dès la création de la RNN, le camp Arataï a ouvert ses portes pour accueillir des touristes, scolaires et groupes en formation. Ce camp est situé à l'entrée de la réserve, sur la rivière Arataye et n'est accessible que par pirogue après 3 à 7 heures de trajet depuis Régina (ou en hélicoptère à 25 minutes de Cayenne). Jusqu'en 2006, les visiteurs découvraient ainsi la biodiversité environnante et l'histoire du territoire. Les agents de la réserve se faisaient le relais entre le monde de la recherche scientifique et le grand public. Mais en mai 2006, les activités de la réserve ont été stoppées par l'assassinat de Capi et Domingos, nos collègues, piroguiers-charpentiers et animateurs du camp Arataï, tués par des orpailleurs clandestins.

Après une longue période sans activité (2006-2013), le site reprend vie progressivement depuis 2014 grâce aux liens entre la réserve et les acteurs locaux. Des chantiers nature sont menés deux fois par an depuis 2015 avec les élèves de la Maison Familiale et Rurale de Régina. Cependant, les carbet deviennent vétustes et nécessitent d'importants travaux de reconstruction pour pouvoir, in fine, accueillir à nouveaux les scolaires en toute sécurité et avec des outils pédagogiques adaptés. C'est dans cet objectif que le projet CORACINES s'est mis en place.

Le projet CORACINES émane des propositions faites lors des réunions de concertation menées pendant un an avec les acteurs de territoire, dans le cadre de la rédaction du plan de gestion 2017-2022 de la réserve.

Le projet vise à COMMUNÉMENT Réinventer l'Arataï pour lui donner une nouvelle dynamique, dans une démarche Citoyenne partagée. Les objectifs sont d'offrir un outil, via un accueil en pleine Nature, d'Education et de partage des Savoirs. Ce projet souhaite également valoriser les RACINES COMMUNES des guyanais sur le territoire des Nouragues, où les racines culturelles de la Guyane s'entremêlent : occupation amérindienne (la réserve tient son nom en mémoire des amérindiens Noraks qui occupaient les lieux), exploitations forestières et aurifères passées en lien avec les comptoirs marchands qu'étaient Régina et Guisanbourg, recherche scientifique, protection de la biodiversité, savoirs historiques et scientifiques...

Grâce à l'octroi de financements de l'Europe (FEDER), de l'Office de l'Eau de Guyane, du CNES et de la Préfecture (montant total du projet à plus de 700k€), le projet CORACINES a débuté en mars 2021 après de longues années de montage. Il s'est clôturé en fin d'année 2023 et a permis, entre autres, la création à l'Arataï de nouveaux carbets couchage reliés par passerelles et la mise en place d'un dispositif d'accès à l'eau potable par récupération d'eau de pluie. Le camp dispose donc actuellement d'un :

- Carbet cuisine qui a été réhabilité en 2021 dans le cadre du projet CORACINES, avec espace couchage au rez-de-chaussée (8 places hamacs)
- Deux petits carbets couchage (5 places/carbet) réalisé en 2023 dans le cadre du projet CORACINES
- Un système d'accès à l'eau potable avec récupération d'eau de pluie et château d'eau réalisé en 2023

- Un petit local de stockage carburant, à détruire car trop vétuste et non sécuritaire
- Un petit carbet sur terre battue servant de lieu de stockage de bois
- Un petit carbet anciennement sanitaire sur dalle béton, sur laquelle les gestionnaires de la RN des Nouragues souhaitent installer désormais un local stockage

Une subvention Fonds Vert vient d'être octroyée à la RNN pour continuer le projet CORACINES, et notamment construire un carbet stockage et un carbet sanitaire afin de pleinement accueillir les futurs publics. Le présent marché concerne le local stockage

2.2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la construction d'un bloc sanitaire de 17.5m² accessible PMR sur le camp Arataï. Il comprendra deux douches, deux toilettes sèches et un évier double. Son alimentation en eau sera assurée par la cuve d'eau pluviale traitée située à proximité de la DZ. Le traitement des eaux grise des douches et de l'évier sera traité par un système de pédo-épuration. Une passerelle piétonne de 20m linéaire par 1.5m de large raccordera les carbets couchages au nouveau bâtiment. En bout de passerelle un escalier sera implanté pour rejoindre le sol naturel. Il sera accessible au public du camp (notamment des scolaires) et devra donc se conformer à la réglementation en vigueur.

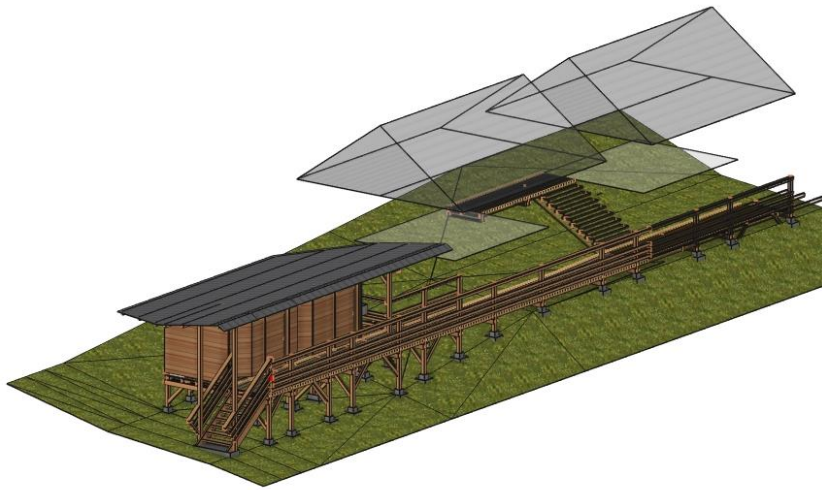


Figure 1 : vues axonométriques du bloc sanitaire



Figure 2 : Plan de situation sur le camp

2.3. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-5 du Code de la commande publique.

2.4. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

45210000-2	Travaux de construction de bâtiments
------------	--------------------------------------

3. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. Allotissement – Lieux d'exécution – Montant de commande

Les prestations du présent marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

Le lieu d'exécution est la Réserve Nationale des Nouragues.

3.2. Forme du marché

Le marché prend la forme d'un marché ponctuel forfaitaire.

3.3. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires, l'ONF pourra recourir aux modifications des marchés (art. R.2194-2 à 4 du Code de la commande publique) ou aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du Code de la commande publique). Le montant de ces prestations similaires ne pourra excéder 20% du montant initial du marché.

3.4. Durée et délais d'exécution

La durée du marché est équivalente à la durée d'exécution des prestations. La durée d'exécution des prestations est celle indiquée par le titulaire dans son offre.

3.5. Clause d'exclusivité

Sans objet.

4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes financières ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux dans sa version la plus récente ;
- L'offre du titulaire, dont le mémoire technique ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

5.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

5.2. Forme et contenu des prix

Les prix sont forfaitaires. Ils sont définitifs, fermes et actualisables selon les conditions définies aux l'article R.2112-9 à R.2112-11 du Code de la Commande Publique.

Les prix seront actualisés selon la formule suivante :

$$\text{Pactualisé} = \text{PI} \times \frac{50 \% (\text{IndiceS_BT054}) + 50 \% (\text{Indice S_IPCGuyane})}{50 \% (\text{Indicel_BT054}) + 50 \% (\text{Indicel_IPCGuyane})}$$

Le coefficient d'actualisation est arrondi au centième supérieur.

Pactualisé = Prix après actualisation

PI = Prix initial

IndiceS = indices définitifs disponibles à la date d'actualisation

Indicel = indices définitifs à la date limite de remise des offres

BT054 : BT054 Index du bâtiment ossature bois

Lien INSEE BT054 : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711942>

IPCGuyane : Indice des Prix à la Consommation en Guyane (IPC Guyane) « Energie, dont produits pétroliers ».

Lien INSEE IPC Guyane : <https://www.insee.fr/fr/statistiques>

5.3. Modalités essentielles de paiement

5.3.1. Facturation

La transmission des factures seront envoyées **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après à l'article 5.3.2.

Les factures comportent les informations suivantes :

- Intitulé d'adresse : Agence Comptable Secondaire Antilles-Guyane
- Numéro de facture
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du marché : 2025-7100-17
- le numéro d'engagement du bon de commande,
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- le prix HT
- référence du compte postal ou bancaire du titulaire ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

5.3.2. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

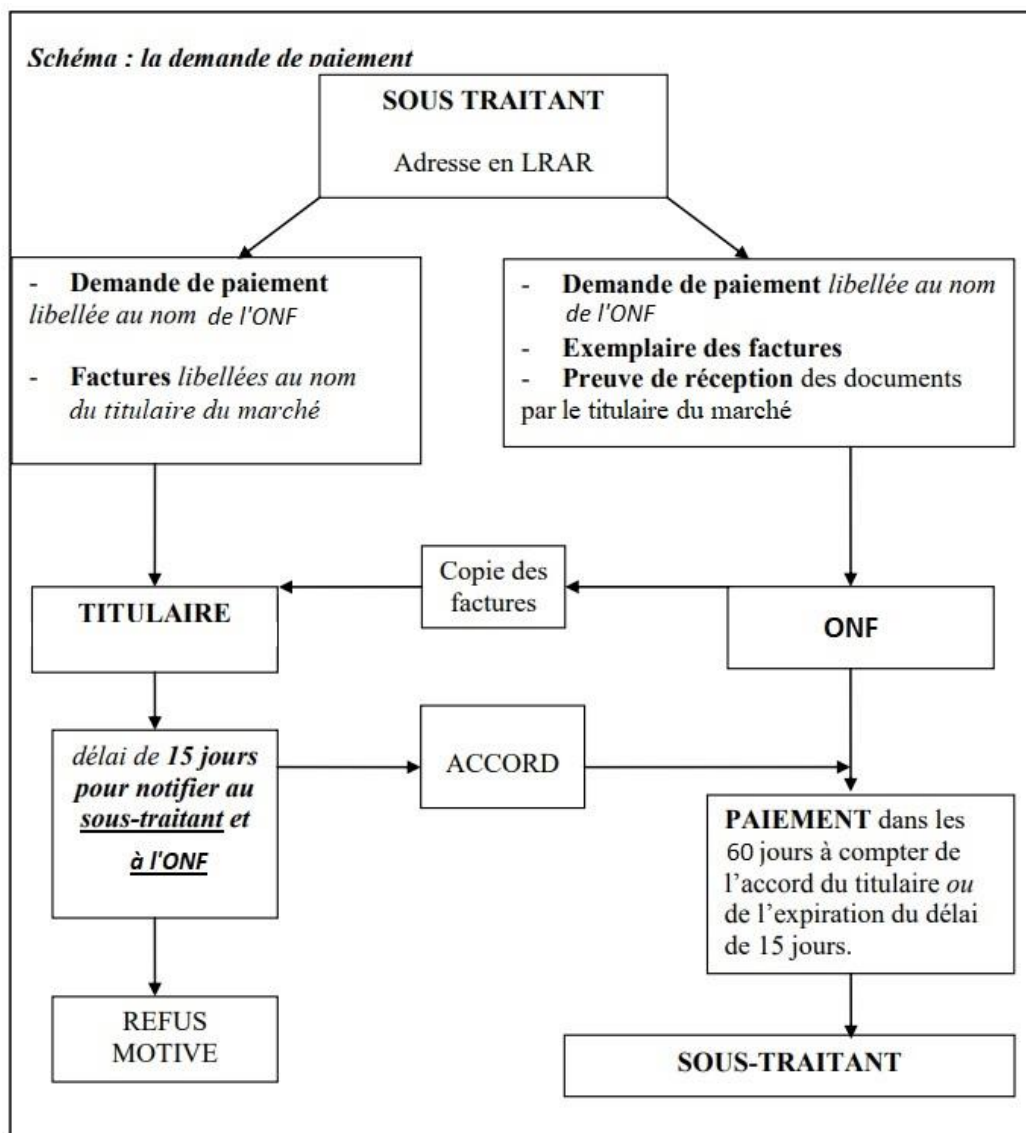
- Numéro du marché : n° 2025-7100-17
- Numéro d'engagement juridique : Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format
- Numéro d'identification : Le SIRET de la DT de l'ONF : 662043116 00 497
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

5.3.3. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de la commande joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant envoie sa demande de paiement selon les modalités exposées au 5.3.4. *Facturation* ci-dessus.



(Les documents peuvent être envoyés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par mail).

Lorsque le sous-traitant utilise le portail public de facturation mentionné à l'article L. 2192-5, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.

5.3.4. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire sera effectué par le Comptable Assignataire de l'ONF - Agent Comptable Secondaire par virement sur le compte bancaire ou postal dont le titulaire aura fourni un RIB.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours maximum pour les marchés de service forestier et à 60 jours maximum pour les autres marchés.

Ce délai court à compter de la date de réception du dépôt CHORUS PRO. Toute demande de paiement dans Chorus Pro avant la décision de réception sera rejetée.

Ce délai de paiement sera automatiquement suspendu :

- Si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle de l'ACS, indiqué à l'article 5.3.1 Facturation
- Si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché, ou si des erreurs ou incohérences ne permettent pas son règlement,
- Si les prestations prévues n'ont pas été admises au contrôle.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire, précisant les motifs d'opposition au paiement ou les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement sera alors suspendu jusqu'à la remise de la levée de ces réserves.

En dehors de ces cas de figure, le dépassement du délai global de paiement ouvrira, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux de ces intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Ce retard de paiement donnera également lieu au versement, au profit Titulaire, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés seront supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire pourra demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification. Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

5.3.5. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

5.4. Avance

Une avance pourra être accordé au titulaire selon les dispositions du Code de la Commande Publique.

6. PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues aux CCAG Travaux.

En dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, le montant maximum des pénalités est fixé à 20% du montant total du bon de commande.

L'ONF se réserve le droit d'appliquer également les pénalités suivantes :

CATÉGORIE	MONTANT € HT	APPLICATION
Retard dans l'exécution des prestations	200€	Par jour de retard
Retard dans la présentation d'un sous traitant	100€	Par jour de retard
Retard pour non-respect des mesures de suspension du chantier	200€	Par jour de retard

6.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit. Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de la commande.

6.2. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de la commande.

7. DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Cayenne.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

8. ASSURANCE

Les titulaires du marché doivent avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'ils peuvent encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Les titulaires s'engagent à souscrire une assurance suffisante et doivent produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

9. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public ;
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

9.1. Travailleurs étrangers

Les titulaires du marché fournissent la liste nominative des salariés étrangers qu'ils emploient et qui sont soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le personnel étranger figure sur le registre de chantier que le titulaire met à disposition du chef de projet ONF pendant l'exécution des commandes (voir CCTP 4.14).

9.2. Travail clandestin

Les titulaires doivent remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Les titulaires du marché s'engagent sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

9.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

9.4. Hygiène et sécurité des salariés

Le titulaire prend dans l'organisation et l'exécution de son travail, à ses frais et sous sa responsabilité, toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'ONF.

9.5. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, les titulaires sont tenus de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Afin de s'assurer de la bonne gestion des obligations légales et de conformité des titulaires, les documents seront à enregistrer sur la plateforme B2B nommée ACTRADIS : www.actradis.fr

L'inscription et l'utilisation du service ACTRADIS est obligatoire pour l'exécution du présent marché. Les titulaires devront s'y conformer dans les 6 mois qui suivent la notification du marché, sous peine de pénalité.

10. RESILIATION

Le marché pourra être résilié selon les dispositions du CCAG-Travaux.

11. SPECIFICATIONS TECHNIQUES

11.1. Cadre normatif à respecter

Les calculs pour l'évaluation des sollicitations, la vérification des stabilités générales et le dimensionnement des ouvrages sont conduits dans le respect des règlements ci-après, en procédant aux adaptations requises pour une bonne prise en compte des caractéristiques de l'environnement de mise en œuvre de l'ouvrage et notamment des spécificités climatiques et des agents pathogènes du milieu.

Le titulaire du présent lot devra conformer l'ensemble de ses prestations aux règles de l'art usuelles, normes, DTU, règlements et textes en vigueur et plus spécialement aux prescriptions des documents suivants :

- Le Cahier des Clauses Particulières
- Les documents Techniques Unifiés (D.T.U.)
 - DTU 31.1 Charpente et escaliers en bois
 - DTU 31.2 Constructions de maisons et bâtiments à ossature en bois
 - DTU 31.4 Façade à ossature bois
 - DTU 40.35 Couverture en plaques nervurées issues de tôles d'acier revêtues
 - DTU 40.5 Travaux d'évacuation des eaux pluviales
 - DTU 41.2 Revêtement extérieur en bois
 - DTU 20.1 Ouvrage en maçonnerie de petits éléments
 - DTU 13.1 Fondations superficielles
 - DTU 21 Béton Armé
 - Et en règle générale tous les DTU et normes s'y référant.
- Les documents relatifs aux Eurocodes.
 - Eurocode 0 – EN 1990 : Base de calcul des structures

- Eurocode 1 – EN 1991 : Actions sur les structures
 - Eurocode 3 – EN 1993 : Calcul des structures en acier
 - Eurocode 5 – EN 1995 : Calcul des structures en bois
 - Partie 1-1. Les règles de conception et calcul des structures bois
 - Partie 1-2. Les règles de calcul des structures bois au feu
 - Eurocode 8 – EN 1998 : Calcul des structures pour leur résistance aux séismes
- Règlement de sécurité-incendie des Etablissements recevant du public (ERP) et articles annexes s’y rapportant, notamment :
 - Arrêté du 31 janvier 1986 modifié relatif à la protection contre l’incendie des bâtiments d’habitation, complété par l’arrêté du 7 août 2019 ;
 - Arrêté du 7 août 2019 modifié relatif aux travaux de modification des immeubles de moyenne hauteur et précisant les solutions constructives acceptables pour les rénovations de façade.

11.2. Hypothèse de prédimensionnement

- Catégorie de bâtiments :

Bâtiment ERP de 4ème catégorie <300 personnes

Exigence de tenue au feu en partie courante : 1/2h

- Charge de vents :

Région : Guyane

Rugosité du terrain : IV

Vitesse de référence du vent : 17 m/s (vb)

Pression dynamique de pointe : 38 daN/m² (qz)

- Pluviométrie :

On considère un débit de 4,5L/m²/min.

11.3. Fondation

Les fondations seront assurées par 25 semelles isolées l650mm x L650mm x H200mm surmontées de dés l200mm x L200mm x H200 mm et 3 surmontées de dés l200mm x L430mm x H 200mm (voir annexe ?) en bétons 350 ferrailés. Les semelles seront coulées sous le niveau du sol naturel et devront reposer sur la terre latéritique et non sur de la terre végétale (environ 15cm sur la zone). Les dés auront 200mm minimum de dépassement. Le ferrailage des semelles et des dés sera continu et enveloppé d’au moins 5cm de béton.

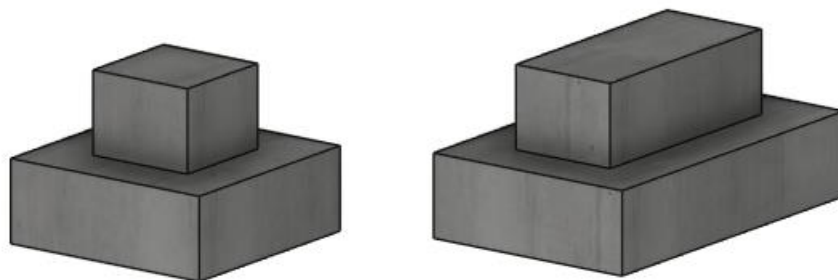


Figure 3 : Plot béton

11.4. Solivage et pilotis

Le Bâtiment sera composé de deux structures distinctes. Un ensemble solivage/ plancher (voir annexe ?) sur pilotis qui supportera la structure mur ossature bois/charpente. Une coursive extérieure sera aménagée sur même principe mais de façon indépendante de l’espace du bâtiment. Elle rejoindra la passerelle existante accolée aux carbet couchage et sera d’aspect similaire pour favoriser son intégration paysagère et un la rambarde protégera les espaces présentant un vide. Le sol naturel présent sur la zone d’implantation étant en pente, le niveau du solivage

sera assuré par 31 pilotis (ou potelets). Les porteurs de solives de section 5x15 seront assemblés sur les potelets à l'aide de quatre boulons de diamètre 12mm en acier galvanisé une rondelle de forte épaisseur sera insérée entre les porteurs et les potelets. Les solives de sections 5x15 également seront vissés/lardé sur les porteurs. Chaque travée ainsi formée sera contreventée (sur la partie présentant la plus grande longueur de potelet) dans le sens latéral et longitudinal par des liens 5x10 à 45° assemblés en coupe franche et tirefond 12 x 140mm. Les bois seront à considérer de classe d'emploi 4. Le niveau de la zone de plancher sera celui de la passerelle existante le long des carbets couchages.

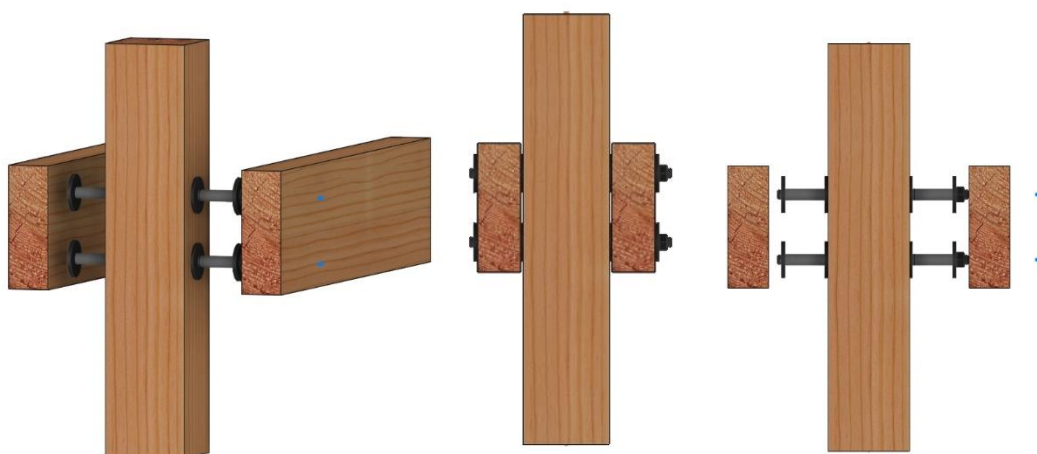


Figure 4 : assemblage porteur / pilotis

11.5. Plancher

Le plancher sera réalisé en lames de type deck ajouré classe 4. Il sera fixé aux solives par des vis têtes rondes inox. Deux espaces seront réservés pour accueillir les bacs de douches. (Voir annexe ?)

11.6. Murs ossature bois

Les 4 pièces du bâtiment seront formées par 13 murs ossatures bois bardés en parement extérieur. Les montants et les lisses hautes et basses seront de sections 5 x 10 cm et assemblées par vissage à l'aides de vis 6 x 100 en acier électrozinguées. Des écharpes de mêmes sections assureront le contreventement de l'ouvrage. Afin de ménager un espace de ventilation, les lisses basses seront fixées sur le plancher via des cales de section 10 x 10 à l'aide de vis 6 x 100 en acier électrozinguées.

Le bardage rainuré/bouveté sera fixé aux montants ainsi qu'aux écharpes à l'aide de pointes annelée en acier inoxydable ou avec des vis têtes ronde (type deck) en acier inoxydable. Il descendra jusque sous les lisses basses pour créer un effet « goutte d'eau ». Au niveau des bacs de douches, un parement intérieur en bardage rainuré bouveté sera posé pour protéger les montants.

Des espaces seront ménagés pour laisser des ouvertures (voir annexe ?) :

- 2 portes battantes
- 2 portes coulissante

Une lasure résistante aux UV sera appliquée sur la face extérieure du bardage.

11.7. Charpente et couverture

La charpente sera composée de 5 fermes fixées au lisses hautes des murs ossatures bois (voir annexe ?) par des vis 6 x 100, stabilisées à l'axe par une croix de contreventement et supportant 5 travées de pannes de section 5 x 10 avec un débord de 110cm en rive. Les pannes seront fixées sur échantignoles bois et lardées sur l'arbalétrier. La couverture sera assurée par des tôle ondulées acier, laquées de couleur vert clair et d'épaisseur 0.63mm minimum. Elles seront fixées au moyen de tire-fond de couverture avec cavalier et rondelle. Les tôles auront un débord minimum de 2 ondulations en rive et 20cm en égout. Des tôle PVC translucide seront placée au droit des mur de séparation entre les toilettes et les douches afin d'amener de la lumière.

11.8. Portes battantes

Les deux portes battantes (douches et toilette non-PMR) seront en bois massif avec une poignée fixe des deux côtés et un loquet de fermeture côté intérieur. Elles s'ouvriront vers l'intérieur des pièces et offriront un passage minimum de 85cm. Un système de maintien en position ouverte sera installé (il peut utiliser le loquet de fermeture). Le bas de porte laissera un jour de 10cm par rapport au plancher et le haut montera à 2m.

11.9. Porte coulissante

Les portes coulissantes (toilette et douche PMR)(voir annexe ?) sera de type coulissant suspendue avec ouverture à gauche. Elle sera équipée de poignées verticales fixes et d'un loquet vertical à l'intérieur. Elle offrira un passage utile de 95 cm minimum. Elle sera en bois massif, équipée d'une butée de fin de course et d'un rail de guidage au niveau du dormant. Le bas de porte laissera un jour de 10cm par rapport au plancher et le haut montera à 2m.

11.10. Escalier

Un escalier 7 marches (à adapter selon configuration) sera posé en bout de coursive avec une arrivé sur une petite dalle béton 350 ferrillée faisant office de dernière marche. Il respectera la formule de blondel pour le réglage de son pas. Il sera en bois massif classe 4 et de conception limon avec marches sur tasseaux. Une main courante avec un barreaudage parallèle aux marches protégera les deux côtés de l'escalier.



Figure 5 : Axonom  trie de l'escalier

11.11. Fourniture et pose des équipements sanitaires

Seront fourni et posé :

- un bac de douche extra plat répondant aux normes d'accessibilité PMR dans la douche PMR. Il sera posé directement sur le solivage afin d'être au niveau du plancher. Des   tr  sillons seront installés entre solive pour supporter l'élément. Un jour d'un cm avec le plancher sera laissé sur son pourtour. L'intérieur de rebord du bac sera aligné légèrement en retrait des « gouttes d'eau » du parement intérieur en bardage afin de récupérer un maximum d'eau.
- un si  ge de douche rabattable répondant aux normes d'accessibilité PMR dans la douche PMR.
- une barre d'accroche répondant aux normes d'accessibilité PMR.



Figure 6 : bac de douche, barre d'accroche, si  ge rabattable PMR

- un bac de douche classique posé de façon surélevée par rapport au plancher. L'intérieur des rebords du bac seront alignés légèrement en retrait des « gouttes d'eau » du parement intérieur en bardage afin de récupérer un maximum d'eau.

-deux système avec poire de douche, robinet simple et barre d'accroche réglable.

-un évier double et deux robinet simple (pas d'eau chaude) répondant aux normes d'accessibilité PMR.

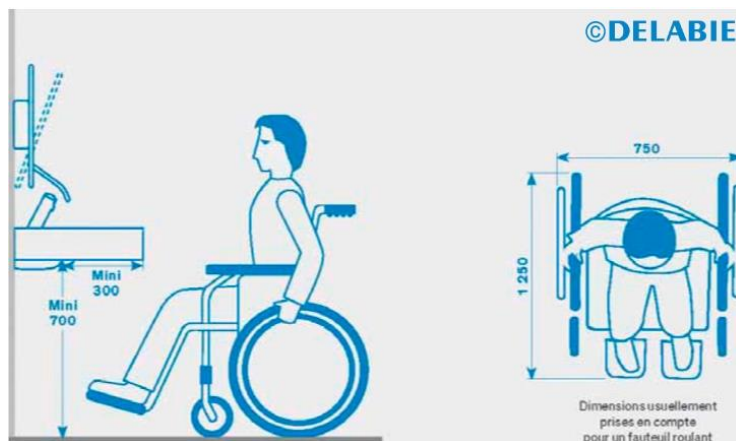


Figure 7 : schéma évier PMR

-un robinet en applique sur un potelet indépendant situé à proximité de l'escalier.

11.12. Raccordement au système d'eau potable

Les douche et l'évier seront raccordés au système d'eau potable présent sur le camp. Un raccord « Y » sera installé sur le réseau au niveau de la passerelle des carbet couchages. Une vanne permettant d'isoler le nouveau réseau sera posée après le raccord.

Le tuyau PE100 25mm eau potable répondant aux normes alimentaires eau froide sera enterré jusqu'au bloc sanitaire. A sa sortie il sera fixé à l'aide de colliers adaptés sur un des pilotis puis cheminera sous le plancher pour alimenter les différents éléments.

Tous les raccords seront aériens ou placés dans un regard adapté ;

L'installation sera de façon générale la plus discrète possible pour améliorer son intégration paysagère.



Figure 8 : Sortie réseau eau pluviale



Figure 9 : Schéma du réseau eau potable

11.13. Système de pédo-épuration

Les évacuations (après siphon) des différents éléments seront raccordés à un tuyau PVC fixé à l'aide de colliers sur les pilotis du bloc sanitaire en respectant une pente nécessaire pour l'évacuation gravitaire des eaux grises. Ce tuyau aura sa sortie située au-dessus d'un bac de dégraissage bois classe 4 gravillonné de forme hexagonale. Ce bac communiquera par gravité en utilisant la déclivité naturelle du sol avec un ensemble de 5 degrés de bacs destinés à être planté de plante filtrante présentes naturellement sur le site. Les apports de matières dans les bacs seront réalisés ultérieurement par les équipes de la réserve et ne sont pas à la charge du prestataire.



Figure 10 : Schéma de principe pèdo-épuration

12. ORGANISATION DU CHANTIER

12.1. Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

Le maître d'ouvrage est l'ONF.

Une mission de maîtrise d'œuvre sera assurée par le chargé d'étude et de travaux accueil du public ONF ou par son délégué, pour la définition des travaux à réaliser, la direction, la surveillance et la réception des travaux. Le maître d'œuvre pourra ou non être présent afin d'encadrer l'exécution des prestations. L'équipe technique de la RNN (dont la conservatrice et les gardes-techniciens) seront présents lors des réunions de lancement, voire pendant le chantier, jusqu'à la réception des travaux.

12.2. Conduite d'opération

La conduite d'opération est réalisée par le prestataire retenu dans le cadre du marché.

Le maître d'œuvre n'aura qu'un seul interlocuteur, le chef de chantier ou conducteur de travaux de l'entreprise mandataire, qui a la responsabilité des chantiers. C'est celui-ci qui sera présent lors des réunions de préparation, de chantier et lors des interventions de travaux. Il peut être joint par téléphone en permanence pendant les heures ouvrables, et toute absence de sa part doit être notifiée au maître d'ouvrage et fera l'objet d'un remplacement dont le nom aura été préalablement communiqué.

12.2.1. Effectifs

Les prestations devront être conduits par une équipe d'au minimum 2 personnes :

- Un chef de chantier désigné par le titulaire ;
- Au moins un équipier

12.2.2. Qualification du personnel :

Le candidat doit prouver sa capacité à répondre à la commande par la présentation des qualifications qu'il juge adéquates. Le personnel de l'entreprise intervenant sur les chantiers doit être capable d'informer le public, s'il est questionné, du nom et des coordonnées de son entreprise et du maître d'ouvrage ainsi que de l'objectif technique des prestations qu'il réalise.

12.3. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

12.3.1. Principes généraux de sécurité

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser dans sa note technique.

Le site sur lequel se déroulera les travaux objets du présent marché est un site de réserve naturelle accessible uniquement par voie fluviale ou hélicoptère et hors réseau téléphonique. Le titulaire doit veiller à prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des usagers et de son personnel vis-à-vis des travaux durant les interventions. Le titulaire se sera renseigné à propos des contraintes inhérentes au site en termes de sécurité auprès du gestionnaire ou

des autorités compétentes et prendra toutes les dispositions pour garantir la sécurité des personnes et des biens. Il devra fournir à son équipe des moyens de communication adéquat avec le littoral (téléphone satellite et/ou système internet satellitaire).

Le titulaire est tenu de signaler toute anomalie dangereuse pour les usagers, survenue aux ouvrages et équipements sur le lieu du chantier, qu'il en ait la charge ou non. Il pourra prendre toutes les mesures de protection d'urgence nécessaires le temps d'avertir le maître d'œuvre et les usagers.

12.3.2. Météorologie :

Il est de la responsabilité du titulaire de se tenir informé des prévisions météorologiques et d'informer le maître d'œuvre dans le cas où il juge nécessaire de différer l'intervention. En cas d'avis de contraintes météorologiques majeures (inondations, alertes oranges...) tous les travaux devront être arrêtés et les employés de l'entreprise devront quitter le terrain.

12.4. Mise en place du chantier

12.4.1. Planification

Dès la notification du marché, le maître d'ouvrage transmet au titulaire :

- La date de la réunion de lancement avec le maître d'œuvre et ses modalités (présentiel, distanciel...).
- Les différents documents nécessaires à l'établissement du chantier et la bonne exécution des travaux : diagnostic, contraintes des sites, études, spécifications. Le titulaire devra consulter ces documents et formuler les demandes d'information complémentaires nécessaires à la conduite des travaux.

L'entrepreneur fournit au maître d'ouvrage avant la réunion de lancement :

- Le planning détaillé des prestations.
- L'itinéraire détaillé des opérations.
- S'il y a lieu, des compléments et précisions de la note technique proposée à propos des moyens et matériels mis en œuvre, protocoles et méthodologies prévues.
- Vérifier l'adéquation des moyens matériels, organisationnels, techniques et humains avec la commande.
- La date prévisionnelle de démarrage des travaux.

Avant le démarrage des travaux, le titulaire doit :

- Obtenir les autorisations indispensables et fournir les documents nécessaires à la conduite du chantier.

12.4.2 Réunion de lancement

La réunion de lancement aura pour objet :

- Préciser les prestations à réaliser et les modalités d'exécution des prestations, qu'il soit prévu ou non que le maître d'œuvre encadre l'exécution des travaux. Cette réunion pourra être suivie d'une visite de chantier si le maître d'œuvre en estime le besoin ;
- Le rappel des éléments du cahier des charges et des modalités d'intervention (phasage, signalisation des chantiers...) ainsi qu'à la vérification du plan de prévention ;
- L'organisation conjointe du planning ;
- Désignation des interlocuteurs ;
- Les dispositions logistiques.

La réunion de lancement sera tenue avec les agents de la Réserve Nationale des Nouragues et le chargé d'étude et de travaux ONF.

12.4.3 Installation de chantier

Préalablement au début des travaux, l'entreprise devra :

- Disposer les installations et mesures garantissant les normes réglementaires d'hygiène et de sécurité pour le chantier et son personnel.

- Déposer et stocker les éléments pouvant gêner le bon déroulement des prestations à un emplacement validé par le maître d'œuvre. L'entreprise est responsable de ceux-ci pendant toute la durée des prestations jusqu'à leur remise en place.
- Procéder au balisage et à la protection des ouvrages, des équipements et de la végétation à préserver.
- Assurer la sécurisation, la signalisation du chantier et le respect de la réglementation en vigueur.

L'installation de chantier comprend :

- Le transport et l'amenée sur site de tous les matériels et tous les matériaux nécessaires à l'exécution des prestations,
- L'organisation sur site des installations mobiles utiles à l'entreprise pour les besoins techniques et d'accueil du personnel, en respect des règles d'hygiène et de sécurité,
- Le démantèlement de ces installations à la fin du chantier dans un délai de 48 heures après la fin de toute intervention,
- L'évacuation et le transport hors site des matériels et des déchets avant la réception définitive et sans réserve des prestations.

Les installations du camp seront mises à disposition du titulaire pour les différentes phases des travaux. Afin de ne gêner le bon déroulement des missions inhérentes à l'activité de la réserve la planification de ces phases sera organisée avec les représentants de la réserve. Toute dégradation du site et de ses équipements devra faire l'objet d'une remise en état avant réception des travaux.

12.4.4 Registre de chantier

Le titulaire devra fournir au maître d'œuvre désigné sur la commande, la liste exhaustive de son personnel habilité à intervenir sur le chantier.

12.5. Réception

Le marché sera réceptionné selon les dispositions du CCAG Travaux.

13. SPECIFICATIONS

13.1. Spécifications normatives relatives aux matériaux

La durabilité naturelle et conférée des éléments bois devra être conforme pour une mise en œuvre suivant la classe d'emploi 3 définie en NF EN 335.

En toute situation, les bois employés devront répondre aux exigences de la classe d'emploi de l'élément d'ouvrage considéré, pour tous les agents pathogènes du bois en Guyane, termites, insectes à larves xylophages et champignons de pourriture. Le choix des essences présentées dans l'offre sera justifié par leurs performances formalisées dans la norme de référence EN 350 ou à défaut dans les fiches TROPIX du CIRAD. Les essences offrant des classes de résistance M (moyen) ou D (durable) au sens de la EN 350 seront privilégiées.

13.1.1 Finition :

Toutes les pièces de bois massif de la fourniture, sauf mention contraire, seront rabotées et leurs arrêtes cassées. Seuls les éléments support de couverture, de type pannes et entretoises pourront être mis en œuvre brut de sciage, dans la limite des tolérances ci-dessous.

13.1.2 Tolérances dimensionnelles :

Les sections et longueur des bois mis en œuvre devront être conformes à celles présentées dans les études EXE. Les écarts admissibles par rapport aux dimensions cibles des sections sont celles précisées dans la norme NF EN 336 pour la classe de tolérance 1. Plus précisément pour le projet :

- +3 à -2mm pour les épaisseurs et largeurs inférieures à 100 mm, de +3 à -3 mm pour les épaisseurs et largeurs supérieures à 100 mm ;

- +2 à 0mm pour les assemblages bois/bois entre éléments de structure, notamment les mis-bois, tenon, coupe sifflet (etc...).

13.1.3 Qualité des aciers :

L'assemblage des éléments de charpente entre eux et la connexion au gros œuvre pourra se faire par l'intermédiaire de connecteur métallique de type ferrures. Celles-ci pourront être mécano-soudées sur mesure suivant les spécificités de l'assemblage, en acier S235 minimum recevant un traitement de surface galvanisé à chaud de 80µm minimum (ou équivalent).

Les assemblages réalisés par équerres métalliques ou autres plaques de connexion suivant les standards du commerce devront justifier d'une fiche technique soumise à l'approbation du maître d'œuvre. Dans tous les cas, ces éléments recevront un traitement de protection à la corrosion correspondant à la classe de service dans laquelle ils sont mis en œuvre.

Les assemblages par tiges, vis, pointes/agraves et tout organe d'assemblage utilisé pour le maintien en position des éléments bois devront être adjoint d'une fiche technique faisant présentation de leur caractéristique mécanique. De même, ils recevront un traitement de protection de type galvanisé à chaud ou équivalent.

Les éléments en acier inoxydable seront de qualité A2 ou équivalent.

En aucun cas les éléments métalliques inox et galva ne devront être mis en contact pour éviter toute oxydation prématurée.

13.2. Spécifications de transport :

La prestation se situera sur le camp Arataï à plus de trois heures trente de pirogue sur une portion du fleuve Approuague classée non navigable. La présence de nombreux sauts et les contraintes liées à la saisonnalité sont à prendre en compte pour les opérations de transport. Sur le site du camp un ponton de déchargement sera à disposition du prestataire ainsi qu'une Drop Zone pour les transports hélicoptérés. Le plus proche débarcadère accessible par la route se situe sur la commune de Régina.

13.3. Spécifications logistiques :

Le camp ne possède pas d'accès à l'électricité ni à l'eau potable. Cependant un carbet couchage et un carbet cuisine sont disponibles. Le rez-de-chaussée du carbet cuisine peut servir d'atelier temporaire ou de lieu de stockage avec l'accord de la réserve et selon un calendrier strict.

13.4. 13.4 Spécifications techniques :

La nature des prestations et de leur environnement d'exécution (sites isolés de pleine nature) doit être intégrées dans les spécifications des travaux et des équipements utilisés.

13.4.1. Adaptations aux contraintes climatologiques

Des travaux pourront être programmés en saison des pluies, notamment pour des motifs de sécurité. Le titulaire devra prendre en compte les contraintes induites en termes de sécurité et de confort pour ses équipes.

Par ailleurs, les matériaux utilisés pour les équipements devront respecter les contraintes suivantes :

- Les écarts thermiques importants en particulier en cas d'exposition directe au soleil impliquent l'utilisation de matériaux à taux de dilatation compatibles pour éviter les phénomènes de gondolage ou de décollement de films.
- Les fortes radiations d'ultraviolets ont un impact important sur la décoloration d'une part et sur la tenue dans le temps de certains polymères photosensibles.

13.4.2. Adaptations aux contraintes hydrogéologiques

L'aménagement de zones forestières et le changement de destination des sols qu'il implique induit des changements dans la dynamique hydrique et pédologique, qui peuvent entraîner une forte érosion, dégradant les sols, et les ouvrages,

jusqu'à façonner de nouveaux paysages. L'implantation des aménagements devra veiller à prévenir l'érosion et l'impact environnemental.

13.5. Clauses environnementales

L'ONF est engagé dans une démarche environnementale avec l'objectif d'une gestion durable des forêts. En Guyane, pour maîtriser les impacts significatifs de ses activités sur l'environnement, celles-ci ont été certifiées PEFC. L'exécution de la prestation s'inscrit dans cette démarche.

Afin de limiter l'impact des opérations commandées sur l'environnement, le prestataire devra :

- Eliminer tous les déchets du chantier, sauf bois et tôle préalablement visés par l'équipe de la Réserve et ONF (voir 11.3 Démontage de l'existant)
- Veiller à ce qu'aucun fluide (carburant, huiles...) ne vienne polluer les sols.

Le site des travaux se situe en zone de réserve naturelle. Le prestataire est tenu de respecter le décret de la réserve en tout point. La pratique de la chasse et de la pêche est notamment strictement interdite sur l'emprise de la réserve ainsi que tout dérangement d'espèces (manipulations, prélèvement d'œufs, destruction...) et prélèvement de végétaux.

Dans un souci de minimisation d'impact, seront privilégiées toutes les solutions réduisant l'apport in situ de machines, de matériels conséquents et de changement des sols et du paysage.

Cette forêt et ce milieu naturel particulier sont classés en zone de Réserve naturelle nationale, ce qui impose des mesures d'intervention respectueuses de ces milieux et un respect de la réglementation en place (pas de coupes de bois ou de végétation en dehors du besoin spécifique du chantier, pas de chasse, pas de pêche, pas de prélèvement...).

Le prestataire s'engage à respecter :

- le décret de création de la réserve naturelle n°95-1299 du 18/12/1995
http://www.nouragues.fr/assets/D%C3%A9cret_RNNouragues_n%C2%B095-12992.pdf
- le plan de circulation de la réserve naturelle R03-2020-08-06-015-AP http://www.nouragues.fr/assets/r03-2020-08-06-015-AP-plan-circulation_RNNN-2020_VF_signe.pdf
- l'organisation du site dispensée par l'équipe technique de la réserve
- la propreté du site et l'évacuation des déchets.

14. MODALITES DE RECEPTION

14.1. Vérifications et admission

Les opérations de vérification s'effectuent à la demande du titulaire, en une seule fois, au plus tard le dernier jour du délai de livraison du marché, ou à la demande de l'ONF, acceptée du titulaire. Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsqu'une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

L'admission est prononcée sur le document co-signé du titulaire et de l'ONF intitulé « Opération de vérification valant admission ».

Les cas d'ajournement et de réfaction sont traités selon les pièces générales (CCAG FCS 2021) et mentionnés dans le document susvisé

14.2. Garanties

Les prestations font l'objet d'une garantie d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Le délai de la garantie dite "de bon fonctionnement" applicable aux éléments d'équipements est fixé à deux ans (article 1792-3 du code civil).

15. DEROGATIONS AU CCAG

Le présent document déroge au CCAG Travaux sur les articles :

- Article 19 du CCAG Travaux (pénalité pour retard) ;